



Pour la construction d'un parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire
« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* » (Karl Marx)

Plus il parle, moins on l'écoute

Décidément le seul intérêt des discours de Macron, c'est de relancer la mobilisation ! Des milliers sont descendus dans la rue pour éviter d'avoir à l'écouter et exiger l'abrogation de cette loi retraite désormais promulguée. Pendant ce temps le président débitait des platitudes et quelques promesses dont nous savons déjà lesquelles seront tenues : le renforcement des effectifs militaires et policiers pour matraquer les opposants et les mesures contre les travailleurs étrangers pour détourner la colère. L'arrogance à l'état pur... mais pas si sûre d'elle-même. Eh bien nous allons lui montrer que le seul fusible désormais c'est lui !

La vraie démocratie, elle est ici !

Le Conseil des neuf « sages » a validé la réforme ? Vomie par tout le monde, ils ont jugé qu'elle était constitutionnelle. Le 49.3 l'était aussi et il a mis tout le monde dans la rue.

Car comme le crient les manifestants : « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons... ! » La mobilisation contre la réforme des retraites a eu comme écho des centaines de grèves victorieuses pour les salaires. Car l'inflation qui explose, ce sont nos salaires réels qui baissent, pendant que le CAC 40 affiche 152 milliards de bénéfices net et que le salaire du patron de Stellantis, Carlos Tavares, s'élève à 64 000 euros par jour samedi et dimanche compris.

Or, depuis des semaines, les revendications démocratiques épaulent les revendications sociales. Qui sont ces gens qui prétendent imposer par des coups de force institutionnels et policiers ce que tout le monde repousse dans la rue et par la grève ? Leurs prétendus « démocratie » et « dialogue social » n'existent ni dans les entreprises ni dans leur société. Ils gouvernent à coups de matraque et lacrymo contre les manifestants, ouvriers ou lycéens, et de rangées de CRS devant le Conseil constitutionnel. Aujourd'hui que les bruits de bottes et la folie de ceux qui nous gouvernent ravivent la menace de guerre, plus que jamais leur pouvoir est inacceptable.

Ces ministres qui prétendent combattre l'extrême-droite en appliquant sa politique

Cette semaine, après Gérard Darmanin, c'est Elisabeth Borne qui menace la Ligue des droits de l'homme (LDH) pour avoir dénoncé les violences policières. Malheur à ceux qui les dénoncent ! Pourtant, même le Conseil de l'Europe et la Maison-Blanche ou le New York Times s'en émeuvent. Borne va-t-elle tous les traiter d'« islamo-gauchistes » ? Pendant que Darmanin frétille pour sa loi

contre les travailleurs immigrés tout en envoyant sa police casser du manifestant, comment le gouvernement va-t-il nous faire avaler un « front républicain » contre l'extrême droite... après avoir mis en œuvre sa politique ?

R.I.P. le RIP : continuons la mobilisation !

Le Conseil constitutionnel a également invalidé le référendum d'initiative partagée (RIP) proposé par les parlementaires de gauche.

Mais nous n'attendrons pas pendant des mois ou des années un RIP que la mobilisation a déjà tranché. L'intersyndicale, de son côté, a certes refusé le dialogue avec Macron... jusqu'au 3 mai, mais n'appelle à une prochaine journée que dans quinze jours, le 1er mai.

Macron déclarait en Chine que seules des minorités ont reconduit les grèves. Sauf que le soutien massif à ces minorités a créé une crise politique telle que plus personne ne veut se mouiller avec lui. Minoritaire à l'Assemblée, Macron n'a même pas eu les moyens cette semaine d'imposer un de ses favoris à l'Agence de l'environnement ni même un projet de loi sur la programmation militaire à 413 milliards d'euros de budget public. Notre force de travailleurs, c'est bien la grève ! Et le jour où nous serons nombreux à l'avoir décidée, le jour où la grève sera devenue « générale », aucun gouvernement, aucune police, ne pourra s'opposer à notre volonté.

Alors oui, mobilisés, nous le serons encore cette semaine, par les grèves, les blocages, les manifestations et dès jeudi 20 avril à l'appel de la CGT, auquel se rallie l'intersyndicale nationale de la SNCF pour une journée de « colère cheminote ». Elle devra devenir celle de la colère ouvrière de tous ceux qui ne passeront à rien d'autre tant que le gouvernement n'aura pas ravalé sa sale réforme, promulguée ou pas.

Monopoly édition Grenoble

Pour faire tourner le réseau urbain grenoblois, la régie publique M'Tag sous-traite une trentaine de lignes de bus à des entreprises d'interurbain (Perraud, Philibert, KPA & Grindler, VFD). Les salaires et les conditions de travail y sont différents de l'urbain, très souvent en notre défaveur. La régie profite de cet état de fait pour nous mettre en concurrence à chaque attribution de contrat, et ainsi tirer ses coûts à la baisse. Nous ne gagnerons jamais rien à ce jeu-là, alors préparons-nous à ne plus en respecter les règles et à imposer, tous ensemble, une unification par le haut de nos salaires et conditions de travail !

La sous-traitance n'est pas un long fleuve tranquille

Depuis 6 mois, les baisses d'offre sur les lignes sous-traitées se multiplient (la 15, la 59...). La palme revient à la ligne 14. Elle a été supprimée trois semaines fin décembre 2022. L'exploitant d'alors, Transdev Dauphiné, arrivait en bout de course. Et au 1er janvier 2023, elle devait être reprise par les VFD. Mais, faute de conducteurs, c'est la M'Tag qui en a assuré la gestion pendant plus d'un mois et demi.

Les grands manitous de la M'Tag espéraient qu'en sous-traitant, ils auraient mis sous le tapis la pénurie de main-d'œuvre qui touche notre métier. Raté : pour trouver des conducteurs, il faut payer !

L'âge de pierre

Un nouveau caillassage massif a eu lieu sur la ligne X04, plusieurs vitres brisées et une attaque ciblée au niveau du poste de conduite qui laisse peu de doute sur les intentions de cette agression sous forme de guet-apens. À l'origine sans doute, une nouvelle altercation au départ de Meyzieu suite à un refus de payer. Cette attaque est inacceptable, et il s'en est fallu de peu pour que notre collègue se retrouve blessé.

Livrés à nous-mêmes et à notre volant, en particulier les week-ends et pendant les vacances scolaires, certains d'entre nous se mettent à faire respecter la présence de titres de transport, tandis que les contrôles, sous-traités à la SCAT, sont très insuffisants, faute de moyens. Mais cela ne fait certainement pas partie de nos compétences. Dès lors, chacun fait avec sa manière de penser (pas toujours exempte de préjugés sociaux... ou pire) et se retrouve exposé aux réactions de la clientèle. Si on ajoute à cela le zonage absurde qui interdit aux jeunes disposant d'une carte scolaire de se rendre à Meyzieu, rien d'étonnant à ce que la fraude soit massive !

La seule solution dans ce sac de nœuds : la gratuité des transports en commun pour tous !

Pour l'indexation des salaires sur les prix

Nos collègues de Tisséo, la régie toulousaine de transport urbain, ont massivement fait grève les mardi 11 et 18 avril. La direction veut supprimer une « clause de sauvegarde » en place depuis 2008 qui prévoit une augmentation systématique des salaires et des primes du même pourcentage que l'inflation. 6% cette année, ce serait trop pour elle... mais acceptable pour les travailleurs ?

Il n'est pas difficile de prendre des engagements de ce type quand les prix augmentent peu. Les honorer le moment venu, c'est une autre paire de manches. Comme quoi, la soi-disant « générosité » des régies est bien relative et, public ou privé, il faut toujours se battre pour avoir son dû !

Le Tour de France passe par les Pyrénées

Vendredi dernier, les conducteurs de Keolis Tarbes Lourdes Pyrénées étaient encore massivement en grève pour la quatrième fois depuis fin mars. Ils revendiquent 10% d'augmentation. Le même jour, c'était aussi la grève des bus à Quimper et à Chauny, en Picardie. Une grève est d'ores et déjà prévue à Chambéry pour fin avril. À chaque fois, les travailleurs en lutte réclament des augmentations qui dépassent la hausse des prix. Et à chaque fois, les patrons répondent avec les mêmes propositions de l'ordre de 5%, certes plus importantes que les miettes concédées les années précédentes, mais encore insuffisantes vu l'inflation. Pour aller chercher plus, il faudra se coordonner les uns avec les autres et entamer un mouvement d'ensemble dont l'explosivité et l'organisation les fera trembler de peur.

Des postes à la Poste !

Depuis 22 mars, des postiers du bureau de Chavant à Grenoble sont en grève, révoltés par le non-renouvellement d'une intérimaire. La boîte a finalement reculé et accepté de lui faire un « CDI intérimaire », un nouveau type de contrat précaire, pas beaucoup mieux que les autres. Du coup, la grève continue pour de véritables embauches, non seulement pour cette postière, mais aussi pour les autres intérimaires du bureau !

« Au Nord, c'étaient les corons... »

Les téléspectateurs de la rencontre entre le PSG et le RC Lens ont vu le match perturbé samedi 15 avril. Cette perturbation était due à une mobilisation des salariés du prestataire technique AMP Visual TV, en conflit avec leur direction sur le sujet des salaires.

Et pour cause : il n'y a pas eu d'augmentation pour les intermittents depuis la dernière grève, en 2008 ! Une mobilisation à l'image des nombreuses grèves pour les salaires qui essaient dans le pays depuis des mois.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : 69.etincelle@gmail.com

Et retrouve toutes nos publications sur notre site : <https://nouveau-partianticapitaliste.fr/>